L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4e ANNEE
JEUDI 14 SEPTEMBRE 72 N° 157

NOS REVENDICATIONS S'ARRACHENT PAR LA LUTTE

(Éditorial page 3)

- Pas de salaires inférieurs à 1200 F
- 40 heures tout de suite sans diminution de salaire
- La retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes
- A travail égal salaire égal

UNE CENTAINE D'AVIONS U.S. DÉTRUITS A BIEN-HOA (SAIGON)

Cette éclatante victoire
des Forces Armées Populaires
du Sud-Vietnam
vient renforcer
notre certitude que

LE PEUPLE VIETNAMIEN VAINCRA !

DES JEUX OLYMPIQUES A L'IMAGE DU MONDE

(p. 11)

Le Nord-Coréen Li Ho Jun a remporté la médaille d'or du tir au fusil. Le secret de son succès : son idéologie révolutionnaire. « Quand je tire, j'imagine avoir un ennemi en face de moi ».

LA BATAILLE DE « L'HUMANITÉ ROUGE »

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

UNE LECTRICE NOUS ÉCRIT...

A la suite de vos différents appels parus dans « l'Humanité Rouge», je vous écris.

J'ai été assistante dentaire stagiaire pendant 1 an. Je gagnais 680 F par mois et ma collègue, diplômée et après 5 ans de service, 1 000 F, seule pour élever ses deux gosses.

Un rendez-vous toutes les 10 minutes : entre deux coups de sonnette il fallait trouver le temps de servir le patron au fauteuil, faire du ménage, le secrétariat, répondre au téléphone, installer les gens dans un cabinet et nettoyer le second, etc. On n'arrêtait pas et on n'arrivait pas à tout faire, surtout le ménage qui dépassait largement le ménage dit professionnel : alors on se faisait engueuler car le standing en prenait un coup. Le standing, c'était le dada du patron. Il nous avait obligées à acheter des blouses et des chaussures spéciales pour 195 F. Nous devions également sélectionner les clients : surtout pas de travailleurs immigrés (standing !), Monsieur avait horreur de perdre son temps. C'est-à-dire qu'il refusait de faire le nécessaire pour la santé de quelqu'un pour ne faire que du superflu dans la bouche de celui qui pouvait payer. C'est révoltant de renvoyer quelqu'un qui souffre, alors que le dentiste papote avec des pleins de fric.

Le ménage, c'est une dame qui s'en est occupé mais il la payait 1 h 30 par jour (4,50 F de l'heure) alors qu'elle bossait 2 h 30.

On ne sortait jamais à l'heure (18 h 30). Il avait horreur d'attendre alors il fallait lui taper des lettres, l'aider à soigner un de ses amis, etc. Comme on en avait marre, on a décidé de partir à l'heure, ma collègue avec ses gosses y arrivait, mais moi « qui avais la chance d'apprendre un beau métier », je devais rester. Et puis un soir où je lui demandais encore une fois de sortir à 18 h 30 il m'a gueulé « c'est ça ou la porte, mon petit ». La porte je l'ai eu. Motif du licenciement : ne participait pas aux cours de formation (qui avaient lieu pendant mes jours de repos).

Et avec ça j'ai « une conscience d'adjudant » parce que j'ai refusé de partir une heure (de 11 h à midi) pour chercher du travail alors que la convention collective en prévoit deux.

Les assistantes dentaires sont encore trop isolées, trop tenues par leur patron pour pouvoir lutter efficacement. Et puis tant de filles cherchent du boulot que la remplaçante d'une assistante dentaire rebelle est vite trouvée : pour prendre ma place plus de trente personnes se sont proposées.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1[illegible]rsement de septembre - Cercle P.E.	200
Des lecteurs, à des ventes	5,50
G.M. - Soutien permanent à H.R.	3
U[illegible]camarade - Soutien H.R.	3,50
U[illegible]ouple de travailleurs	10
Des communistes M.-L. Staliniens	300
Un fonctionnaire M.-L.	10
Pour le maintien de H.R. à 12 pages - Renforçons notre soutien - G.D.	100
Anonyme en timbres	10
P.G. - En règlement à commande brochures	2
Soutien permanent à H.R. - D.M.	31,50
Pour un 12 pages permanent - Soutien à notre presse	5
Le peuple palestinien vaincra !	20
Une travailleuse	10
Versement périodique « Pour un meilleur travail de masse »	1 000
Un appelé	1,50
Total de la semaine	1 712
Total précédent	209 101,93
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	210 813,93

SECOURS ROUGE PROLETARIEN

Collecte faite pour soutenir un ouvrier licencié de Citroën pour avoir refusé l'adhésion à la C.F.T.

(Le montant versé immédiatement au camarade)

Une famille	10
Un professeur	10
Un étudiant	10
« Soutien au camarade »	10
Une employée de bureau	10
Un camarade	20
Un employé administratif E.N.	10
Un lycéen	10
Un cheminot	5
Un ouvrier portugais	10
Un ouvrier portugais contre l'exploitation	2
Un immigré	1
Un travailleur portugais	5
Une travailleuse française	5
Total	118

SECOURS ROUGE PROLETARIEN

	en francs
Anonyme	15
A. en plus de mon abonnement	10
Pour la juste lutte de la classe ouvrière	5
Neuf fonctionnaires, solidarité aux travailleurs en lutte	45
Pour les prochains combats de la classe ouvrière, pour sa libération, un ancien F.T.P.	40
A la porte d'une usine	14
Total	129
Total général du S.R.P.	247

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Age : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

Signature

En soutien à la juste lutte des peuples d'Indochine

COLLEZ MASSIVEMENT NOTRE AFFICHE !

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE

LA BARBARIE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN N'Y CHANGERA RIEN

PAR LES ARMES LE PEUPLE VIETNAMIEN RETROUVERA INDEPENDANCE ET LIBERTÉ !

L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

A l'heure où les peuples du Vietnam remportent des victoires de plus en plus éclatantes sur l'impérialisme US, il est de notre devoir internationaliste prolétarien de soutenir le plus efficacement possible par notre propagande la lutte héroïque de nos frères vietnamiens.

Collons intensivement nos affiches « La guerre du peuple est invincible », affiche grand format à 0,17 F l'unité. Passer rapidement vos commandes à « Humanité-Rouge », B.P. 365 - 75064 Paris - Cedex 02.

Entre nous soit dit...

Max Moulins, préfet de la région Rhône-Alpes, n'en rate pas une.

Parlant d'un hôtel ayant pour nom « les Ecuries du Roy » il déclarait devant la presse : **« Cet établissement était connu de nos services comme maison bien fréquentée. »**

L'histoire a montré que les écuries en question, étaient un bordel, la patronne est aujourd'hui inculpée de proxénétisme. Quand aux **« bonnes fréquentations »** on voit de quoi il retourne, puisque le député U.D.R. Charret était un intime de la dame en question. « Les écuries du Roy » sont aussi celles de l'U.D.R.

POURQUOI UN MOIS D'AOUT SANS H.R. ?

Plusieurs lecteurs nous ont fait part de leur étonnement de ne pas trouver l' « Humanité-Rouge » dans les kiosques au mois d'août.

Nous avons dû prendre la décision d'interrompre si longuement la parution du journal avant tout pour des raisons *financières :* pendant le mois d'août, les ventes reculent, car les N.M.P.P. n'assurent pas la diffusion en kiosque et la vente militante baisse sensiblement.

Nous regrettons cette si longue interruption : mais c'était une des conditions nous permettant de commencer l'année avec un douze pages permanent.

En avant pour l'H.-R. a 12 pages chaque semaine !

AFFICHEZ H. R.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	15 F	25 F	50 F
	6 mois	30 F	50 F	100 F
	1 an	75 F	110 F	150 F
Etranger :	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

CLASSE CONTRE CLASSE

Éditorial

NOS REVENDICATIONS S'ARRACHENT PAR LA LUTTE

Durant le mois d'août, les salons ministériels de la bourgeoisie ont été très animés par les allées et venues des dirigeants syndicaux, révisionnistes, réformistes et autres laquais, venus s'entretenir courtoisement avec le ministre des Affaires sociales, Edgar Faure. La concertation » au sommet s'est ainsi poursuivie pour ne pas rompre le dialogue entre représentants de l'idéologie bourgeoise, jusqu'à la « fameuse » conférence de presse du Premier ministre, Messmer.

C'est donc le 6 septembre que le premier clairon Messmer, accompagné du bourgeois « libéral » Edgar Faure, a annoncé les « mesures sociales » sur lesquelles la propagande bourgeoise a fait tant de bruit.

Alors que la hausse des prix s'accélère pour le plus grand profit du capital, le « nouveau » premier clairon des monopoles, après avoir déclaré : « la France est un pays prospère, par rapport à son passé comme par rapport à ses concurrents », a lancé quelques miettes au visage des plus pauvres parmi notre peuple, sans que cela ne coûte un seul sou au capitalisme exploiteur.

Pour les personnes âgées et les handicapés, l'allocation qui était de 3 650 F par an est portée à 4 500 F à dater du 1er octobre 1972 ; ce qui fera 375 F par mois soit environ 12 F par jour. La « charge » sera supportée pour la plus grosse partie par la Sécurité sociale et d'autre part, par le Fonds national de solidarité financé par la vignette-auto, qui sera augmentée en conséquence.

D'autres mesures très partielles ont été décidées.

Les familles ayant droit aux allocations familiales verront la suppression des abattements de zone, cela à partir du 1er janvier 1973.

Les veuves de salariés ayant droit aux pensions de reversion de leur conjoint verront l'ouverture de celles-ci à 55 ans au lieu de 65 ans, à dater du 1er janvier 1973.

Pour les retraites, celles-ci seront calculées sur les dix meilleures années et non plus sur les dix dernières années.

Mais par contre sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les salaires, les quarante heures, l'âge de la retraite, etc., rien. Ces quelques miettes, qui ne coûtent absolument rien aux capitalistes exploiteurs, ne sont qu'une tromperie électoraliste pour tenter d'arracher quelques voix aux plus pauvres de notre pays.

Après cette déclaration de Messmer, qui laisse les problèmes de la classe ouvrière entiers, que proposent les bonzes syndicaux ?

Pour les dirigeants de la C.F.D.T., c'est la grève planifiée à huit heures par mois, à prendre selon les possibilités des travailleurs et la situation de l'entreprise !...

Pour les dirigeants de la C.G.T., c'est Séguy qui l'a annoncé le 7 septembre à la Mutualité : « les confédérations devraient tout d'abord recommander aux syndicats de mettre à jour les revendications, de les déposer dans les meilleurs délais et d'exiger l'ouverture de négociations ».

Voilà, tout ce « beau » monde est déjà dans la campagne électorale et, par électoralisme, ils ne veulent pas troubler l'ordre bourgeois ; mars 1973 n'est pas loin pour eux !

Quant aux marxistes-léninistes, ils appellent les ouvriers avancés, tous les travailleurs, à l'UNITE à la BASE et dans l'ACTION, pour la lutte du *Tous Ensemble* pour arracher nos justes revendications :

- 1 200 F minimum par mois ;
- 40 heures par semaine tout de suite sans diminution de salaire ;
- La retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes ;
- A travail égal salaire égal, pour les jeunes, les femmes, les immigrés ;
- NON au chômage, produit du capital ;
- NON aux licenciements, etc.

Face à toutes les duperies bourgeoises, révisionnistes et réformistes, passons à l'action, CLASSE contre CLASSE, notre seule arme efficace pour faire reculer les patrons et leur gouvernement.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

Usine Baroclem (Seine-Maritime)

PREMIÈRE OCCUPATION PREMIÈRES RÉFLEXIONS

Depuis le 31 août, les 378 ouvriers de l'usine Baroclem (Seine-Maritime) se sont mis en grève. Le mouvement est parti des ouvriers des services d'entretien qui ont débrayé pour protester contre les sanctions de la direction.

Le lendemain, c'est toute l'usine qui se mettait en grève pour les revendications suivantes :

- Suppression des brimades et sanctions ;
- 1 franc de l'heure d'augmentation pour tous ;
- Treizième mois pour tous ;
- Paiement des heures de grève.

Un comité de grève élu par tous les travailleurs — et comprenant des délégués C.G.T. et C.F.D.T. unitaires et combatifs — a été mis en place ; de même, l'occupation de l'usine était immédiatement décidée, organisée, et défendue par des piquets de grève.

Le comité de grève et les ouvriers grévistes se sont trouvés en contradiction violente avec les représentants des unions locales syndicales, rapidement accourus à la porte de l'usine pour appeler les travailleurs à la reprise du travail. Ceux-ci ont riposté en interdisant aux permanents des unions locales l'accès de l'usine occupée.

Malgré tout, ce comportement a démoralisé un certain nombre de grévistes et le travail a dû reprendre au bout d'une semaine sans que de nombreuses revendications aient été satisfaites.

Ont été obtenus :

- 6 % d'augmentation des salaires ;
- Prime de fin d'année de 300 francs pour tous ;
- Améliorations des conditions de travail.

Quelques réflexions, parmi d'autres, suscitées par cette première grève avec occupation de la rentrée :

— Pourquoi diable les patrons et la direction confédérale de la C.G.T. se retrouvent-ils donc toujours d'accord pour refuser les augmentations de salaire non hiérarchisées, que revendique la classe ouvrière unanime ?

— Pourquoi «l'Humanité», qui a fait une allusion discrète à la grève, a-t-elle omis d'avertir ses lecteurs qu'elle s'accompagnait de l'occupation de l'usine ?

Quant à l'étrange attitude des représentants des unions locales syndicales, les travailleurs n'ont pas mâcher leurs mots pour l'expliquer : « S'ils veulent qu'on arrête la grève, c'est à cause de la préparation des élections ! »

Hutchinson (Chatellerault)

Les ouvriers s'organisent

Le 7 juin dernier, les ouvriers de l'usine HUTCHINSON, à Chatellerault, décidaient la grève illimitée et occupaient leur usine pour imposer une augmentation de salaires, la diminution des cadences, l'amélioration des conditions de sécurité et la suppression des brimades. Le 21 juin, ils reprenaient le travail (voir H.R., nº 154) après de violentes bagarres avec les cadres et les jaunes, au cours desquelles plusieurs ouvrières étaient grièvement blessées (l'usine compte 75 % de femmes).

Mais la lutte n'a pas cessé pour autant et un comité de lutte se mettait sur pied aussitôt pour continuer l'information et le débat permanent entre tous les travailleurs. Il a décidé de publier régulièrement un journal des ouvriers, « le journal d'Hutchinson », dont le premier numéro dénonce la manière scandaleuse dont se déroule l'enquête sur les brutalités commises par les cadres et les jaunes. La police est venue dans l'usine pour tenter de faire dire aux camarades agressées qu'elles n'avaient pas été frappées mais qu'elles s'étaient blessées en tombant d'elles-mêmes, ce qui soulève l'indignation de tous. « Le journal d'Hutchinson » diffuse aussi un appel à la lutte contre les licenciements dont sont menacées plusieurs ouvrières et proteste contre le fait que, dans l'atelier 124 les mesures de sécurité sur les machines, ordonnées par l'inspecteur du travail à la suite d'un accident en juin dernier n'aient pas encore été prises à l'heure actuelle.

Usine Vallourec (Noisy-le-Sec)

Encore un travailleur victime du capital

Les capitalistes assassins et buveurs de sang viennent de commettre un nouveau crime contre un travailleur. Un ouvrier à l'entretien nettoyait les vitres de l'usine du trust Vallourec à Noisy-le-Sec. Il a glissé de son échelle et s'est rattrapé de justesse au rail du pont roulant. Mais, comme aucune mesure de sécurité n'était prise, le courant électrique passait toujours dans ce rail très proche du lieu de travail de l'ouvrier.

Le courant a donc été coupé au plus vite, mais le travailleur, à bout de forces, est tombé, du haut du pont.

Trente-deux ans, quatre enfants, il est mort sur le coup. C'est le quatrième mort à Vallourec. Les travailleurs de l'entreprise sont unanimes : « Nous travaillons dans des conditions dégueulasses, nous risquons notre peau à chaque minute. » Comme les effectifs diminuent sans cesse, il faut travailler vite, et les risques « d'accident » augmentent. Les mains, les doigts, la vie des travailleurs ne comptent pas pour le patron, pourvu qu'il empoche son profit. Les travailleurs de Vallourec, eux, ne l'entendent pas de cette oreille et, avec leurs frères de classe, français et immigrés, ils ne demandent qu'à en finir avec ce système d'exploitation et de misère, le régime capitaliste.

A bas le capitalisme assassin !

Préparons-nous à la lutte !

Correspondant « H.R. ».

AGGRAVATION DU CHOMAGE DANS LE BORDELAIS

Bordeaux, fief de Chaban-Delmas, connait depuis 15 ans une crise profonde. Malgré les déclarations fracassantes de Chaban et de l'U.D.R. les usines ferment les unes après les autres. On essaie de masquer la crise en subventionnant (avec les milliards d'impôts payés par les travailleurs) l'installation à grands frais de quelques nouvelles entreprises qui ne suffisent pas à enrayer la montée puissante du chômage auquel sont condamnés des dizaines de milliers de travailleurs bordelais.

— CRISE DE LA METALLURGIE

La crise touche de nombreux secteurs, par exemple les activités portuaires. Dans ce domaine l'état a englouti des milliards il y a 15 ans pour construire une cale sèche qui ne sert pas ou encore a financé Michelin pour une usine de carbon-black qu'il faut subventionner. Elle touche aussi les industries alimentaires ,en particulier chocolateries et biscuiteries liées autrefois au port et qui maintenant ferment ou stagnent.

Enfin elle a surtout touché la métallurgie : Motoconfort il y a 15 ans, puis surtout les chantiers navals liquidés pour satisfaire les requins des chantiers de Dunkerque. Depuis dix ans d'autres entreprises moins importantes ont fermé, mais le processus de concentration et de fermeture reprend vivement actuellement. Les indépendants, capitalistes locaux de petite ou moyenne importance crèvent devant l'assaut des trusts. L'été 72 est noir, la FASO vient de faire la culbute, plus de 100 travailleurs sont sur le carreau. Tramac-Deruppé est en règlement judiciaire. Là ce sont 600 ouvriers, dont pas mal de gars âgés venus des défunts chantiers navals, qui ne savent plus où gagner leur pauvre croûte à la rentrée. Et il y en a encore 5 ou 6 autres dans ce cas.

— LA MYSTIFICATION DES CAPITALISTES

Pendant que ces usines crèvent, quelques nouvelles ouvrent. Durant ces 15 ans il y en a eu de deux ordres. D'abord l'aéro-spatiale, la tarte à la crème de l'armée avec les propulseurs et autres fusées. Mais, même l'armée de Debré ne peut couvrir Bordeaux d'usines surveillées par la Sûreté militaire. Depuis quelques années les capitalistes locaux n'ont rien trouvé d'autre que de vendre le potentiel productif à leurs collègues requins capitalistes étrangers attirés par les salaires de crève-la-faim pratiqués dans la région. Siemens vient y bricoler un peu d'électronique, Ford vient y chercher la main-d'œuvre bon marché pour monter ses boîtes de vitesse. Jusqu'à Tramac-Deruppé qui sera peut-être racheté par un trust U.S.

— LA TRAHISON REVISIONNISTE

Alors que la crise monte depuis des années, que le nombre de chômeurs augmente sans cesse et qu'avec les requins étrangers s'installe le groupe fasciste C.F.T. qu'ont proposé aux travailleurs les dirigeants P. « C. » F. et C.G.T. qui s'arrogent le droit de parler en leur nom ? Voyons ce qui s'est passé à la fermeture des chantiers navals : ce bastion du prolétariat local est tombé sans résistance réelle grâce à la politique des révisionnistes. Celle-ci peut se résumer brièvement. Alors que les travailleurs voulaient lutter jusqu'au bout, ils ont d'abord contribué à répandre les mensonges des capitalistes sur la survie des chantiers. Puis quand ces « promesses » ont été reniées le mot d'ordre a été :

— Avant : « c'est trop tôt », on négocie...

— Après : « C'est trop tard » !

Et voilà comment les chantiers ont disparu, les prolétaires n'ayant pu qu'organiser à grand peine quelques grèves et manifestations que ces dirigeants ont rendu volontairement « pacifiques » et pleurardes.

Cette tactique a bien marché pour la principale forteresse prolétarienne de Bordeaux, donc les révisionnistes espèrent qu'elle marchera sans peine pour des bastions secondaires comme la FASO ou Tramac-Deruppé. Les travailleurs de la FASO sont en train d'en faire les frais : après l'habituel cirque des protestations platoniques et des grévettes pour « négociations », au sommet on est arrivé aux congés. Dès leur départ la direction les a licenciés, sans parade possible.

Chez Derupp ça a commencé pareil, les ouvriers écœurés commencent à chercher du boulot ailleurs, la rentrée s'annonce sinistre.

Pourtant, parmi les travailleurs le feu couve et si les dirigeants C.G.T. arrivent pour l'instant à l'étouffer elle se démasque chaque jour un peu plus. Chez Deruppé les gars commencent à se poser des questions.

Qu'ils regardent faire l'U.D., la Fédé et ils ne s'en poseront plus longtemps. Car leurs dirigeants sont occupés uniquement à saboter les luttes et à magouiller avec les patrons ou à essayer de faire avaler aux travailleurs leur bibine « d'unité populaire » et de « démocratie avancée ». C'est peut-être Mitterand qui va donner les usines aux travailleurs !

Travailleurs, ouvrez les yeux.

Groupez-vous à la base et pour la lutte :

— Que pas une usine ne ferme !

— Que pas un emploi ne disparaisse !

Comité de défense,
Humanité Rouge,
BORDEAUX.

DÉJA PLUS DE 1000 EXEMPLAIRES VENDUS EN AOUT !

PROCUREZ-VOUS SANS TARDER,

" FACE AU GAUCHISME MODERNE "

Prix 3 F : — Ajouter 20 % du prix à la commande pour frais d'expédition.

LE BAIN DE FOULE DE MESSMER

Au bout de deux mois à Matignon, Messmer n'a pas encore réussi à tromper son monde. Encore 51 % d'indécis, pleurniche l'I.F.O.P., malgré ses truquages ! Il fallait absolument faire vibrer la corde sensible. Un petit voyage-bain de foule, quoi de mieux ?

Messmer irait en Alsace. Tout s'annonçait bien. Messmer tenait les promesses... de Chaban. Mais oui ! Et puis, n'est-il pas un gars du pays ? Pour mettre tous les atouts de son côté, Messmer avait emmené Bord, personnalité alsacienne et ministre des Anciens combattants dans son gouvernement. L'affaire était dans le sac ; l'Alsace n'est-elle pas une région fidèle au gouvernement, un « fief U.D.R. » quoi ?

Très vite il a fallu déchanter. Des rues vides à Strasbourg : pas même quelques dizaines de badauds ! Des visites presque à la sauvette... A Mulhouse, guère mieux : une claque d'un millier de personnes — maigre récompense pour les louables efforts du député U.D.R. Zimmerman ; il avait pourtant mis le paquet. Le tour des petites villes, plus facile d'ordinaire, n'a pas été de tout repos ; à Pulversheim, sifflets et quolibets des ouvriers du bassin potassique ont accueilli le Premier ministre.

Et chaque journaliste de s'interroger : le style d'une telle visite est-il bien adapté aux exigences de notre époque ? Ces visites sentent la III[e] République : ne sont-elles pas un peu vieillotes ? Mais n'y a-t-il pas une explication toute simple, messieurs les journalistes ? Va-t-on applaudir l'homme de la bourgeoisie au pouvoir ; va-t-on applaudir celui qui multiplie promesses non tenues et mensonges éhontés alors que notre vie est chaque jour plus difficile ?

Nous, gardons nos encouragements et notre enthousiasme pour les victoires du peuple et pour les hommes qui le dirigent.

CONDOLÉANCES POUR UN PATRON

Alors qu'à Thionville, les employés des Nouvelles Galeries sortaient d'une grève admirable, les plumitifs révisionnistes de Toulouse présentaient « leurs plus sincères condoléances » à la famille de Bouhier, directeur des Nouvelles Galeries de la ville. Faut-il ajouter un quelconque commentaire à ce répugnant mais éloquent hommage, publié dans les *Nouvelles de Toulouse* (supplément local au n° 65 de l'*Humanité Dimanche*) ?

Que pensent les salariés des Nouvelles Galeries de Toulouse de la « capacité certaine » dont a fait montre, selon les révisionnistes, leur directeur ?

Voici *in extenso* ce morceau de choix :

DECES DE M. BOUHIER
Directeur
des Nouvelles Galeries

M. Paul Bouhier, directeur des Nouvelles Galeries, n'est plus. Il vient de disparaître en pleine force de l'âge, emporté par une cruelle maladie.

Après avoir présidé à la naissance des Nouvelles Galeries à Toulouse, il a su, dix années durant, diriger son entreprise avec autorité certes, mais une capacité certaine. *Son souci permanent était d'entretenir d'excellentes relations avec les représentants de la presse tous ceux qui l'entouraient, et garderont de lui le souvenir d'un homme simple, direct, aimant s'entretenir de tous ces sujets qui font les bons et les mauvais côtés de la vie.*

Entré très jeune aux Nouvelles Galeries, il allait, après avoir accédé à la Direction, prendre une retraite bien méritée. *La maladie ne l'a pas permis.*

Notre journal s'incline devant sa dépouille ; il adresse à sa famille éprouvée, à tous ses amis, ses bien sincères condoléances.

Le pain augmente, et pas le blé
où va l'argent ?

En 15 ans le prix du blé à la production est resté le même (à 1 F près le quintal). Il était encore récemment à 46 F le quintal.

Quant au prix du pain à la consommation, il n'y a pas besoin de faire de dessin, chaque travailleur de la ville sait bien qu'en 15 ans il a plus que doublé.

Les prix des engrais et des machines agricoles ont, eux, triplé ou plus. Il n'est donc pas difficile de comprendre comment les petits paysans doivent plier bagages les uns après les autres et comment ceux qui restent n'y arrivent qu'au prix de difficultés inouïes.

Les trusts et leurs représentants qui gouvernent la petite Europe (et la France) ont annoncé à Bruxelles, à grand renfort de publicité que le blé à la production serait augmenté et porté à 53 F le quintal.

Aussitôt dit, on s'empresse d'augmenter le prix du pain de 0,10 F à la consommation (il ne faut pas perdre de temps, sur la même lancée, c'est une manière de suggérer aux ouvriers des villes « VOUS VOYEZ, ON AUGMENTE LE PAIN, MAIS CE N'EST PAS DE NOTRE FAUTE, A NOUS LES TRUSTS, C'EST PARCE QUE L'ON A AUGMENTE LE BLE A LA PRODUCTION »).

Seulement quand les paysans ont touché la paie de leur blé, ils le retrouvent à 47,50 F le quintal. Où est passé le reste annoncé avec tant de tapage ?

Mystère !

Impôts, taxes et retenues en tous genres !

Mais ce n'est pas tout !

Avant cette « augmentation », on payait le poids spécifique du blé, 0,30 F par degré supplémentaire au-dessus de 76,5 de PS.

En gros c'était une prime pour les blés de bonne qualité. Ce qui fait qu'avant, pour un blé de 80 de PS, on touchait 46 F + 0,30 F × 3,5, soit 47,05 F le quintal.

De 47,05 à 47,50 F le quintal, jugez de la prétendue « augmentation ». En fait ce n'est pas une augmentation, mais une opération de propagande du pouvoir pour tenter de faire croire que l'augmentation du prix du pain « C'est la faute aux paysans ».

Mais le pouvoir se trompe en pensant aussi sottement arriver à dresser ouvriers contre paysans. Les ouvriers et les paysans comprennent très bien qu'ils sont victimes des mêmes parasites qui les saignent à blanc, qui leur pompent leur sueur et leur sang.

De tels actes du pouvoir, lorsqu'ils sont connus de tous, ne font au contraire que renforcer la haine commune des ouvriers et des paysans envers ce régime pourri d'exploiteurs sans vergogne.

Extrait de Clermont-Rouge.

DE SCANDALE EN SCANDALE...

Il y avait eu les « scandales » immobiliers, les affaires de drogue, de trafic d'influence, voici maintenant le proxénétisme.

Préfet, députés U.D.R., flics, souteneurs marchant main dans la main, telle est l'image de marque de ce régime qui s'enfonce dans la boue.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l' « affaire » ne date pas d'aujourd'hui mais de 1968. Dès cette époque, le commissaire Javilliey était connu de ses supérieurs comme le protecteur d'une maison close dans laquelle un proxénète fut liquidé par des confrères. L'affaire fut étouffée. A l'époque, le supérieur de Javilliey était le dénommé Torniquet qui est aujourd'hui directeur honoraire de la police judiciaire et beau-père d'un proxénète de Béziers membre du S.A.C.

En 1969, Javilliey perdait son habilitation d'officier de police judiciaire. Ce qui n'empêcha pas le ministère de l'Intérieur de le nommer à la Direction centrale de la police judiciaire. Il est des choses qu'un Marcellin ne pouvait ignorer.

D'autres flics tels que le commissaire Tonnot ou Simonin édifièrent de « petites » fortunes grâce au proxénétisme.

Que penser de Max Moulins, préfet de la région Rhône-Alpes, lorsqu'il déclarait : **« Je m'élève contre une campagne tendant à faire croire que les corps de la police et de la gendarmerie sont parties prenantes dans cette affaire »** ?

Et comme c'est maintenant habituel, on retrouve dans le coup deux députés U.D.R. L'un du nom de Charret, protecteur des proxénètes, habitué de ce qu'il est convenu d'appeler un bordel : les « Ecuries du Roy ». Charret était rapporteur du budget de l'Intérieur à l'Assemblée nationale.

L'autre, Guillermin, utilisait les services des proxénètes pour mener ses campagnes électorales.

Cette nouvelle affaire est l'expression de la pourriture profonde du système capitaliste. La corruption, le gangstérisme en sont les produits. C'est à la racine du mal qu'il faut s'attaquer.

Dans la mythologie, on raconte qu'un roi du nom d'Augias avait des écuries d'une saleté indescriptible. Hercule y fit passer un fleuve pour la chasser.

Nul doute que la révolution prolétarienne nettoiera elle aussi les écuries d'Augias du capitalisme.

Et ce ne sera pas un mythe mais bel et bien une réalité.

POUR ÊTRE UN BON POLICIER...

« ... Pour être un bon policier, il faut se « mouiller », ne pas hésiter à rencontrer les petits truands, même éventuellement à faire ami-ami avec eux... », ainsi s'exprimait Javilliey. Et il s'y connaissait, cet « ami-ami » des maqueraux, puisqu'il était chef du groupe de répression du banditisme de Lyon, et faisait partie de la Direction centrale de la police judiciaire.

QUI TIRE LES FICELLES ?

L'affaire n'est connue que parce qu'il est de l'intérêt de certains qu'elle le soit. De tels faits, une telle pourriture sont chose commune dans un régime fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Comme les précédents scandales, celui-ci est un remou de la guerre de requins qui se livre à l'heure actuelle au sein de la bourgeoisie.

L'affaire fut « sortie » par un juge d'instruction de Bourg-en-Bresse connu pour ses relations avec l'OAS.

Le dossier fut remis à un journaliste du torchon fasciste « Minute », qui en tira un livre intitulé « Les corrompus ».

Le gagnant dans l'histoire c'est l'ex-OAS Soustelle, membre de la municipalité de Lyon dirigée par Pradel dit «Zizi», comme on l'appelle dans la région.

Soustelle devait se présenter contre le député U.D.R. Charret, ami des proxénètes. La voie est libre...

Ces messieurs, tous aussi pourris les uns que les autres, sentent monter la colère populaire et craignent pour leur grade. Chacun tente de rejeter sur le voisin les responsabilités. « C'est pas moi, c'est lui ».

Quand les chiens se battent entre eux, c'est bon signe.

paroles d'un Préfet

Après avoir déclaré qu'il n'y avait pas un policier qui n'ait sa confiance, il fallait que Max Moulins trouve un responsable à la prostitution. Ce qui fut fait : « En matière de prostitution, la loi est ce qu'elle est. Mais je crois qu'un certain nombre de pratiques sont inéluctables et il faut tenir compte des réalités. Lyon est une agglomération d'un million deux cent mille habitants, comprenant un grand nombre de travailleurs immigrés célibataires, dont soixante mille nord-africains. »

Non les responsables ce ne sont pas les « défenseurs de l'ordre », les députés U.D.R. assidus des bordels, ces « personnalités » intervenant pour que les bordels restent ouverts, ce sont les travailleurs immigrés. Max Moulins compte sans doute sur le racisme pour protéger la racaille. C'est là une vieille ignominie des réactionnaires qui tentent ainsi de détourner la colère des travailleurs contre d'autres travailleurs.

Talc Morhange :

ACCIDENT ? NON ! CRIME

Il aura fallu, une nouvelle fois, plusieurs dizaines de petits cadavres pour que soit mise un instant en lumière la monstrueuse responsabilité des trusts de l'industrie pharmaceutique. C'est au détriment de la santé — et parfois de la vie — des travailleurs que s'arrondissent leurs fabuleux profits.

Car il s'agit bien là d'un crime froidement accompli et non d'une regrettable « erreur de préparation » comme on voudrait nous le faire croire. Depuis des années déjà, aux U.S.A. comme en France, les voix de nombreux médecins s'élevaient pour dénoncer les dangers de l'utilisation de l'Hexachlorophène dans de nombreux produits d'utilisation courante. En mai dernier le ministre des monopoles, Boulin, prenait la défense de leurs profits menacés en affirmant avec beaucoup d'assurance : « l'action de cette substance est bien connue en France et a été étudiée par diverses instances scientifiques. Considérée comme un excellent désinfectant, sans propriétés allergisantes, il est utilisé sans inconvénients dans diverses préparations. » Moins de quatre mois plus tard ce produit, ainsi illustrement parrainé, se retrouve classé à la catégorie officielle des « poisons et substances vénéneuses ». Entre temps plus de trente enfants sont morts, assassinés par la loi impitoyable du profit.

Mais si le talc Morhange est retiré de la circulation, l'Hexachlorophène — au moins 6 fois plus toxique que le D.D.T. ! — continue, le plus tranquillement du monde, à être commercialisé à l'insu des acheteurs, camouflé dans des déodorants, crèmes à raser, produits de beauté, dentifrices ; bref, plusieurs centaines de produits en vente absolument libre et ne comportant aucune indication de composition.

La nécessité de faire toujours plus d'argent conduit les requins de l'industrie pharmaceutique à pousser sans arrêt à des consommations nouvelles de produits inutiles, voire dangereux. C'est ainsi que le budget de la publicité des produits pharmaceutiques est considérablement plus élevé que celui de la recherche. La déclaration d'un pharmacien (1) en porte un éloquent témoignage :

« Sur 23 talcs que j'ai en stock, quatre seulement révèlent leur composition. Un seul ne contient pas d'Hexachlorophène... mon catalogue contient plus de 50 marques et modèles différents de talc pour bébés et adultes et il n'est pas très complet sur ce point. Il y a peut-être cent produits plus ou moins identiques en compétition sur le marché... »

Ajoutons encore que l'état capitaliste fait preuve de la plus profonde indulgence pour ces empoisonneurs « légaux » : Le responsable de la mort de 70 bébés, empoisonnés par la poudre Baumol, a écopé de 18 mois de prison... avec sursis ! Le directeur commercial de la société fabriquant le Stalinon — 102 morts, 150 paralysés — a été relaxé. Les poursuites engagées contre la firme chimique produisant la Thalidomide, responsable de la naissance de 20.000 enfants anormaux, ont été « classées sans suite ».

Transformons la colère qui nous saisit devant ces massacres révoltants en force pour abattre le système capitaliste responsable de ces crimes, parmi tant d'autres !

(1) Cité par « Le Nouvel Observateur », n° 408.

POMPIDOU REPLATRE

Quelque peu affolé par les maigres résultats du référendum sur l'Europe, Pompidou veut aller aux élections avec une équipe qu'il pense être plus présentable. Il nettoie. C'est donc que c'était très sale. Et en effet, ça l'était. Un Premier ministre aux revenus mirobolants, et qui ne payait pas d'impôts ! Bien sûr, pour les richards qui nous gouvernent, ce n'est pas un mal en soi... Mais ça s'est su. Le bon peuple l'a appris, lui qui gagne peu mais paie beaucoup d'impôts, lui qui travaille à en perdre la santé, sans avoir de château où aller se reposer. Alors Chaban est remercié. Tomasini, le secrétaire général de l'UDR. (l'Union pour la défense de la République des riches) n'avait pas sa langue dans sa poche : c'était un pur et dur, qui disait tout haut aux magistrats et aux journalistes ce que l'UDR pensait tout bas. Il voyait de la « subversion » partout. Mais voilà qu'on apprend que la société de travail temporaire Industra, dont il est le PDG, s'est procurée le fichier des téléspectateurs établi sur bandes magnétiques. Comment cela ? Mystère ! Le PDG de l'ORTF est un UDR. Le secrétaire général de l'UDR est le PDG de l'Industra. Industra détient le fichier secret de l'ORTF : même un enfant pourrait éclaircir ce « mystère »... Mais bien plus, on apprend qu'Industra revend des copies du fichier à des sociétés de vente par correspondance moyennant forte rétribution. Où va l'argent ? Nouveau « mystère » ! Pompidou, en tout cas, conclut l'affaire à sa manière. Sous «traitement médical», Tomasini offre sa « démission ». Une bien curieuse maladie, qui s'appelle la disgrâce, et un traitement peu médical, mais assez énergique : le limogeage.

Peyrefitte revient sur le devant de la scène, après en avoir été chassé dans des conditions humiliantes : ministre de l'Education nationale en mai 68, il n'avait pas résisté aux assauts de la jeunesse étudiante.

Sans doute, ce petit nettoyage va se poursuivre. Pierre Aibes, le trésorier de l'UDR, lui aussi ami de Pompidou, est très menacé, son frère venant de se faire condamner dans l'affaire des fausses factures de Lyon. Un trésorier, des fausses factures... le rapprochement, même par frère interposé, est un peu gênant. On dit aussi qu'Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale, est mêlé à de louches affaires immobilières...

Mais assez ! Si ce régime pue la combine et la carambouille, s'il est composé d'hommes vénaux et corrompus, c'est qu'il est profondément réactionnaire et que son strict objectif est de faire fonctionner le système capitaliste, c'est-à-dire le scandale permanent, l'extorsion légale de fonds sur le dos de la classe ouvrière, l'enrichissement d'une poignée de requins au détriment de la masse des travailleurs.

Pompidou se contente de ravaler la façade, pour la rendre plus convenable. Mais les travailleurs ne sont pas dupes. Ils voient bien que lorsque la femme vertueuse leur tourne le dos, c'est la catin qui montre son derrière !

En même temps, ils se réjouissent de constater l'extrême division des divers clans de la bourgeoisie. A l'origine de chaque scandale, on trouve des révélations complaisamment rendues publiques par des Républicains Indépendants. Bien sûr, un Giscard d'Estaing peut se permettre de ne pas tremper ses mains dans la petite combine : son père, PDG de la Société du tunnel sous le Mont Blanc, possède de confortables fauteuils d'administrateur chez Thomson-Brandt, Air France, Kléber-Colombes, au Crédit foncier et immobilier — et sa femme n'est rien moins que l'arrière petite-fille d'Eugène Schneider, le fondateur du trust du même nom. Voilà un homme bien placé pour prêcher l'honnêteté à ses compères, et l'austérité au peuple travailleur !

Pour balayer cette racaille, ni le ravalement d'une façade, ni même « l'énergique coup de balai » qu'exigent certains « démocrates » ne suffisent : c'est tout l'édifice qu'il faut détruire, c'est le pouvoir de la classe ouvrière et le socialisme qu'il faut instaurer par la révolution.

Contre la dictature fasciste vendue aux américains

LE PEUPLE BRESILIEN PREND LES ARMES

D'excellentes nouvelles nous parviennent du Brésil. Elles réjouiront tous les révolutionnaires et les démocrates que révolte l'exécrable dictature fasciste qui sévit au Brésil depuis 1964. Depuis avril, la population du sud de l'Etat du Para a engagé la résistance armée contre les troupes du gouvernement fasciste. Depuis lors, la lutte armée a fait tache d'huile et a gagné les Etats voisins. La panique s'est emparée du gouvernement Medici : il a dépêché sur place des troupes en renfort. Mais cela n'a pas empêché la lutte de se développer, bien au contraire. Les paysans brésiliens, organisant des maquis et recourant à la tactique de la guerre de partisans, **ont infligé de lourdes pertes aux troupes fascistes.**

Les millions de paysans sans terre du Brésil connaissent de plus en plus la famine et la misère sous le régime fasciste de Medici vendu aux U.S.A. En lutte pour s'installer sur des terres qu'ils pourraient cultiver, ils sont constamment en butte à la répression exercée par les forces armées fascistes. Mais au Para, ils ont répondu par le fusil. Ces événements attestent que la lutte antifasciste et anti-impérialiste du peuple brésilien a atteint un niveau supérieur **et qu'il s'engage sur le chemin de la** guerre populaire.

La lutte des patriotes du Para est activement soutenue par le Parti Communiste du Brésil. Contrairement aux trotskystes qui veulent tenir les masses populaires à l'écart de la lutte armée, contrairement aux révisionnistes de Prestes qui sont partisans d'une « révolution pacifique » (oui ! même sous le joug fasciste !), nos camarades du P.C.B. préconisent le déclenchement de la guerre populaire, **soutenue et organisée par un large front uni englobant toutes les classes et couches victimes de la dictature fasciste et de la mainmise américaine sur le pays.**

Ainsi, les événements du Para revêtent une importance particulière : nul doute que, sous l'impulsion des communistes et de tous les patriotes brésiliens, la lutte du Para sera l'étincelle qui mettra le feu à toute la plaine. Les 100 millions de Brésiliens se libéreront du joug fasciste et de la domination américaine !

La presse bourgeoise et révisionniste fait le silence le plus complet sur cette lutte héroïque.

Camarades et amis lecteurs, faites largement connaître autour de vous le nouvel essor de la lutte du peuple brésilien. A cette fin, nous publions deux articles de « A Classa Operaria », organe du Comité central du Parti Communiste du Brésil.

IL EST DU DEVOIR DE TOUS DE LIBÉRER LE BRÉSIL DE LA DICTATURE

Aujourd'hui, pour les Brésiliens, il n'est pas de chose plus cruciale que la lutte pour la liberté et l'indépendance. La majorité écrasante de la population tient à mettre fin à la nuit de terreur qui a enveloppé le pays après le mois d'avril 1964, et surtout après la publication de l'Acte institutionnel numéro 5 de triste mémoire. Des millions de personnes de différentes couches sociales ainsi que divers courants politiques ou religieux cherchent la voie de l'unité pour libérer le Brésil de la dictature militaire.

Huit ans ont passé depuis que le pays vit sous un régime de terreur. Le peuple ne peut pas critiquer, ne peut pas revendiquer pour ses droits et ne peut pas exprimer son opinion sur les principaux problèmes de la nation. L'activité politique est pratiquement nulle. Seuls les militaires peuvent parler et agir au nom de tous. Personne ne peut s'opposer à la conduite des gouvernants ni même dénoncer les erreurs et les crimes qu'ils commettent, sans être exposé à la cruauté des généraux et sans devenir l'objet de persécutions monstrueuses.

UN REGIME MILITAIRE VENDU AUX IMPERIALISTES

Mais pourquoi le pays doit-il vivre sans liberté ?

Les militaires affirment que c'est là la seule méthode pour maintenir l'ordre et la sécurité nécessaires pour le prétendu développement du pays. Au contraire. Pour avancer, il est nécessaire de mobiliser les énergies, d'éveiller l'enthousiasme, de mettre en branle les forces sociales et de donner un essor à la progression de la société. En conséquence, il est nécessaire que la démocratie s'éveille. *Mais les raisons qui poussent les militaires à étouffer la liberté sont tout autres. Ils défendent les intérêts du capital étranger qui pille le pays, ainsi que ceux d'une poignée de gros propriétaires terriens et de capitalistes qui s'enrichissent de plus en plus.* Comme le confirment les statistiques sur la répartition des revenus, au cours des dernières années les richesses du pays sont passées aux mains d'un nombre de plus en plus limité de personnes. La paupérisation touche des couches de plus en plus larges de la population. Le développement économique encouragé par la dictature ne favorise pas la population. Il déforme de jour en jour l'économie du pays, ouvre la voie à l'exploitation effrénée des larges masses travailleuses et soumet chaque jour plus le Brésil à la domination des trusts et des monopoles internationaux. En 1971, les investissements étrangers atteignaient environ 3 milliards de dollars. Mais, sur cette somme, seulement 1 milliard 780 millions de dollars constituaient des investissements directs.

Le reste était formé de réinvestissements résultant des profits. *Ces profits exorbitants sont tirés de la sueur des Brésiliens...* Dans le cadre du développement tant vanté par les militaires s'inscrit le morcellement de l'Amazonie. Une bonne partie des grandes richesses de la région amazonienne se trouvent déjà aux mains des impérialistes, américains principalement. Ceux-ci exploitent de grandes superficies de terres dans la région amazonienne, menaçant ainsi l'intégrité territoriale de la patrie.

AUCUNE LIBERTE, AUCUN DROIT POUR LE PEUPLE BRESILIEN

Une telle politique de « développement » anti-national et anti-populaire s'appuie sur l'utilisation d'une violence effrénée. Pour faire en sorte que les trusts puissent mettre tranquillement à sac le pays, il est nécessaire d'étouffer les libertés et de réprimer sauvagement les protestations et les manifestations d'opposition de la population. *La dictature cherche à faire taire les Brésiliens pour faciliter l'activité de pillage des monopoles impérialistes. Tel est le sens de l'ordre et de la sécurité dont parlent les généraux.* Un ordre équivalent à la cravache contre les patriotes et les travailleurs, et une sécurité signifiant des profits fabuleux pour les gros capitalistes et les autres exploiteurs.

Il est naturel que le peuple brésilien ne se résigne pas à cette situation et qu'il aspire chaque jour davantage à la liberté et à l'indépendance. Liberté pour défendre les intérêts nationaux, pour dénoncer la mise aux enchères du pays, pour exiger de meilleures conditions d'existence, le développement de la culture, la justice sociale, et pour l'élection d'un gouvernement plus représentatif. Liberté pour assurer un véritable progrès et pour une indépendance authentique. La valeur d'un peuple réside précisément dans sa capacité à se dresser contre les oppresseurs, à lever chaque jour plus haut le drapeau de la liberté et à surmonter avec courage les obstacles qui barrent la voie de l'épanouissement de la patrie. Celui qui se détourne de la lutte contre la tyrannie est condamné à être un esclave, à plier l'échine devant les puissants.

Massacres de paysans brésiliens par les propriétaires fonciers : c'est contre de tels crimes odieux que le peuple brésilien prend les armes.

UNE SEULE VOIE : LA LUTTE ARMEE

Le peuple brésilien a fourni des preuves de son courage. Il n'accepte pas le régime de dictature et ne se soumet pas davantage au diktat ignoble des généraux. Il revendique fermement ses droits. Des centaines de jeunes gens, hommes et femmes, ont été assassinés dans les prisons. Des milliers d'autres ont été torturés dans les postes de police ou dans les casernes de l'armée. Mais le combat ne cesse pas. L'aspiration à la liberté s'ancre de plus en plus profondément dans le cœur des vrais patriotes. De temps à autres, la dictature annonce avoir liquidé telle ou telle organisation et avoir écrasé le mouvement révolutionnaire. Cependant, de nouveaux combattants apparaissent et le mouvement révolutionnaire ne cesse de progresser. Les combats revêtent de nouvelles formes, mais leur but est toujours le même : renverser la dictature sanguinaire qui opprime le pays et conquérir la liberté et l'indépendance.

Dans cet ordre d'idées, la résistance armée qui a éclaté à la mi-avril au sud du Para, revêt une importance considérable. D'anciens habitants de Sao Joao do Araguaia, attaqués par les forces armées, ont réagi fermement et énergiquement. Ils se sont retirés dans les forêts, décidés à faire front au banditisme des soldats de la dictature. Peu importe que cette résistance soit encore limitée et locale. *Son déclenchement marque un nouveau bond qualitatif dans les combats que livre le peuple.* Il introduit un nouvel élément dans la situation, élément qui peut transformer le panorama politique du pays si la résistance a du succès, *et le fait qu'elle ne s'éteigne pas est le succès principal.* Le gouvernement a mobilisé de grandes forces et de nombreux moyens pour affronter les actions courageuses de ces habitants. A lui seul cet événement reflète les difficultés que rencontre la dictature face au déclenchement de la résistance, résistance qui jouit de la sympathie populaire.

La lutte qui a éclaté dans le Para aura un grand rententissement. Ce n'est pas par hasard que les militaires multiplient les efforts pour que l'opinion publique ne soit pas informée de ces événements. Le fait est que l'action armée est un défi lancé aux oppresseurs et qu'elle redonne courage au peuple. Ceci mis à part, cette résistance armée, de par son caractère, fait partie intégrante du front général de la lutte pour la liberté, contre la dictature. Le fait qu'aux opérations de répression participent des forces fédérales et non seulement locales, montre l'importance des événements qui se déroulent dans cette région de l'Amazonie. Bien vite, plus vite qu'on ne le pense, la majorité écrasante de la population s'unira aux combattants de Sao Joao do Araguaia et leur apportera un soutien large et résolu.

Joao AMAZONAS

(« A classa operaria », n° 65)

Résistance armée à la dictature

D'importants contingents de l'Armée, de la Marine, de l'Aviation Militaire et de la Police de l'état du Para ont déployé, début avril, une vaste opération militaire au sud de la ville de Maraba, occupant plusieurs secteurs de la route Transamazonienne et s'installant le long de la rivière Araguaia.

TERRORISME FASCISTE CONTRE LA POPULATION

Dans cette région du Brésil, l'accaparement de terres est la règle, et les violences de la police contre les paysans et leurs familles sont fréquentes. Ces derniers n'ont aucun droit, ils sont exploités sans pitié et vivent dans le dénuement le plus complet.

Sous prétexte de poursuivre des individus subversifs, les forces armées ont lancé une opération contre ces masses pauvres. Elles ont arrêté, battu et humilié des centaines de gens. Des maisons ont été brûlées, des objets d'usage personnel et des instruments de travail des paysans ont été détruits. Les militaires ont saisi des fusils de chasse et des couteaux aux agriculteurs, et ceux-ci ont été forcés d'abandonner leurs plantations. Des vêtements, chaussures et médicaments ont été saisis, sous prétexte qu'il s'agissait de « dépôts clandestins ». Pendant des semaines, personne n'a pu passer sur cette route sans être fouillé et sans présenter ses papiers d'identité. Plusieurs personnes ont été arrêtées et interrogées. Maraba et d'autres villes sont encore sous occupation militaire.

LES PAYSANS EMPOIGNENT LE FUSIL

Mais l'attaque lâche et brutale des troupes de la dictature n'est pas restée sans riposte. De nombreux habitants de la région ont réagi à la violence et ont cherché à se défendre en employant les moyens qu'ils avaient à leur disposition. Ils n'ont pas été pris au dépourvu. Habitués à la vie dure des campagnes, ils se sont enfoncés dans les forêts, prêts à lutter pour les droits des pauvres et pour la liberté. Ils ont levé bien haut le drapeau de la résistance armée aux crimes de la dictature. Ils ont pour eux le terrain, couvert de forêts, qui leur permet de mener une lutte de partisans, et aussi l'appui et la sympathie des grandes masses paysannes et citadines de la région.

La réaction peut commettre toutes les violences, assassiner les meilleurs fils du peuple. Mais elle n'empêchera pas le développement de protestations et d'actions toujours plus résolues. Les faits qui se sont produits dans le sud du Para montrent que le niveau des luttes s'élève, malgré la répression brutale qui sévit dans le pays. *La dictature a éliminé toute possibilité de lutte pacifique. Quelle autre issue y a-t-il pour le peuple sinon d'empoigner les armes et de combattre avec fermeté la tyrannie ?*

Ceux qui luttent les armes à la main méritent l'appui le plus large des masses. Les gens du peuple qui ont réagi à l'attaque des Forces Armées, dans l'Etat du Para, comme en d'autres endroits, traduisent le sentiment profond des brésiliens, leur haine de la dictature et leur amour de la liberté, du progrès et de l'indépendance nationale.

A Classe Operaria, n° 64.

CHILI :

Le fascisme menace, le peuple riposte

Manifestation anti-fasciste à Santiago : « La jeunesse debout ! rempart contre le fascisme ».

Le 4 septembre dernier, deux millions d'ouvriers, d'étudiants et de travailleurs de diverses professions ont manifesté au Chili pour soutenir le gouvernement d'Unité Populaire, à l'occasion du deuxième anniversaire de sa constitution. A Santiago, la capitale, 700.000 personnes ont manifesté dans la rue.

Ces puissantes manifestations antifascistes et anti-impérialistes témoignent de la détermination du peuple chilien à persévérer dans sa lutte pour l'indépendance nationale et la liberté. Elles constituent une réponse cinglante aux provocations de plus en plus nombreuses de la droite fasciste, soutenue et manœuvrée par la C.I.A. et l'impérialisme américain. En effet, les partis fascistes, tels que « Patrie et Liberté », le Parti dit « National », ont mis sur pied des commandos organisés militairement. Ces commandos terrorisent et assassinent les éléments progressistes. Ils ont provoqué de graves incidents à Santiago, le 21 août dernier, à l'occasion de la grève des commerçants spéculateurs (ces derniers constituent des stocks, dans l'espoir de revendre les marchandises au marché noir).

Poussé par le peuple chilien qui veut organiser des comités d'autodéfense antifascistes, le gouvernement d'Unité Populaire a commencé à prendre des mesures contre les groupes fascistes. (Expulsion d'agents pro-américains, dissolution des brigades paramilitaires, etc.).

Les principaux obstacles que rencontre le peuple chilien dans la lutte pour son indépendance nationale, viennent du sabotage des trusts U.S. et de la réaction chilienne. Le gouvernement américain vient d'interdire l'exportation vers le Chili des pièces de rechange fabriquées aux U.S.A., dans l'espoir de créer de nouvelles difficultés à l'économie chilienne. Les propriétaires fonciers, lorsqu'ils apprennent qu'ils vont être expropriés (et parce qu'ils bénéficient d'un temps de répit légal) démantèlent leur exploitation, vendent les machines... si bien que plus de la moitié des terres expropriées sont improductives. La pénurie des produits alimentaires s'aggrave, les prix ont augmenté de 60 à 150 % en 2 semaines.

Mais les difficultés viennent aussi du caractère timide et inconséquent des mesures prises par le gouvernement d'U.P. en faveur d'un développement national indépendant. La tendance au compromis avec l'impérialisme U.S. existe au sein même de l'U.P. La réaction dispose de gros moyens : elle détient la plus grande partie des moyens d'information et elle est majoritaire au parlement. On a laissé de telles armes à sa disposition sous prétexte de conserver un caractère « démocratique » au régime.

Mais, les événements de ces dernières semaines l'ont encore montré, l'affrontement avec les forces réactionnaires, fascistes et pro-américaines ne peut être indéfiniment repoussé. Toute tentative de démobilisation du peuple, au nom de la « voie pacifique », serait criminelle dans de telles circonstances.

Nous rappelons la position de nos camarades du Parti Communiste Révolutionnaire chilien (cf. H.R. numéro 150).

« Si les réformes impulsées par l'U.P., malgré leur caractère limité, rencontrent l'opposition et la résistance de l'impérialisme et de l'oligarchie, sans renoncer à nos consignes et en maintenant notre indépendance, nous pouvons mener des actions communes avec les secteurs les plus conséquents de l'U.P. pour porter des coups à ces ennemis. En même temps, nous lutterons pour défendre face à l'impérialisme yankee et aux grands exploiteurs nationaux, les bénéfices partiels que le peuple avait pu obtenir des réformes. *Nous n'accepterons pas un retour en arrière* ».

Le peuple chilien, qui a de riches traditions antifascistes et anti-impérialistes, grâce à sa lutte et à son unité d'action, saura faire échouer les intrigues et les complots de la réaction chilienne et de ses maîtres américains.

Cité Universitaire :

Des voix qui dérangent

Parmi tous les mauvais coups de l'été fomentés par le gouvernement au service des grands monopoles, les événements de la cité universitaire ne doivent pas passer inapperçus.

Ce n'est pas sans raison que, depuis Mai 1968, les libertés démocratiques arrachées par les résidents :

— gestion autonome des résidents et comité élu par eux représentant leurs intérêts,

— loyers modérés,

— liberté d'expression,

ont été progressivement grignotées.

Le gouvernement français est à la solde des industriels et des banquiers qui continuent à s'engraisser de la sueur et du sang des peuples, notamment africains, tout en pillant leurs richesses nationales. C'est pourquoi il a estimé « indésirable » la présence d'étudiants progressistes et révolutionnaires dans les maisons d'Iran et d'Afrique de la cité universitaire. La première était, selon la revendication des intéressés eux-mêmes, « un lieu de regroupement des étudiants progressistes iraniens qui ont mené une large campagne de dénonciation contre le régime répressif du Shah ». Il s'agit, on le sait, d'une dictature sanglante qui n'a pas hésité à assassiner plus de 50 jeunes patriotes dans l'année et qui maintient dans ses prisons féroces les meilleurs fils du peuple iranien.

La Maison d'Afrique, quant à elle, représentait une tribune de dénonciation systématique de l'exploitation des peuples africains par l'impérialisme, et notamment l'impérialisme français ; de nombreux meetings et conférences y étaient organisés sur ce sujet.

C'est pourquoi plusieurs centaines de CRS, armés jusqu'aux dents, ont procédé de bon matin à l'expulsion brutale des résidents dont certains, qui protestaient, ont été embarqués pour Beaujon et passés à tabac. Deux d'entre eux ont été retenus. On parle déjà de mesures d'expulsion à l'encontre d'un de ces camarade et on reproche à l'autre des « violences à agent ». Mais on se garde bien de signaler qu'un autre a perdu 3 doigts de la main droite que les CRS ont sauvagement coincés en refermant la porte de leur panier à salade, ni des gifles administrées, ni des coups de botte distribués à la volée.

On utilise tous les arguments pour justifier cette expulsion, y compris les plus bas, du genre : « la Maison d'Afrique était sale ! ». Mais on ne nous révèle pas non plus qu'il est interdit aux expulsés de pénétrer dans leurs chambres pour retirer leurs affaires, et surtout leurs livres, alors que bon nombre d'entre eux préparent leurs examens pour septembre, et que certains d'entre eux ont dû coucher sous les ponts.

Le but de l'opération est clair : il s'agit d'opérer un filtrage serré lors de la réouverture de la maison, en éjectant les militants anti-impérialistes et de mettre au pas la Maison d'Afrique comme les autres maisons de la cité universitaire.

Mais la voix des étudiants progressistes et révolutionnaires étrangers ne se laissera pas étouffer par les manœuvres et les brutalités de ceux qu'elle met en accusation. La lutte s'organise pour qu'elle continue de s'élever et de populariser le combat des peuples dominés par l'impérialisme et le néo-colonialisme. Notre soutien chaleureux lui est acquis.

Un militant lycéen...

Après avoir compris le révisionnisme du P.C.U.S., il m'est apparu clairement que c'est la Chine et l'Albanie qui défendent véritablement le marxisme-léninisme. Dès la rentrée scolaire, j'ai décidé d'informer les élèves sur le marxisme-léninisme et ses derniers développements dans le monde.

PROPAGANDE AUTORISEE

J'ai demandé à faire des exposés en classe

1) Pour faire connaître le marxisme-léninisme :

— A partir du « manifeste » de Marx et du « Capital »,

— A partir des « luttes de classe en France » (échec des journées de 1848).

2) Pour faire connaître les positions des marxistes-léninistes face aux problèmes mondiaux :

— Le racisme (Apartheid, U.S.A., France),

— La pollution,

— Mai 1968,

— Les travailleurs immigrés en France.

3) Pour faire connaître le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, interdit le 12 juin 1968 et « l'Humanité Rouge ».

— Pour faire l'exposé sur Mai 1968 je me suis servi du livre de Jacques Jurquet : « Le printemps révolutionnaire de 1968 » et de la brochure de François Marty : « Révisionnisme, gauchisme ou marxisme-léninisme ». Ce qui m'a permis de donner l'adresse de H.R. et de parler du P.C.M.L.F. interdit par décret du 12 juin 1968.

PROPAGANDE NON AUTORISEE

1) Discussion information :

— Aux récréations, je fais circuler H.R. et j'essaie de ramener les discussions à des problèmes politiques. J'ai décidé des camarades à se mettre à l'écoute des radios révolutionnaires (surtout Tirana).

2) J'ai réussi à persuader des copains de faire des exposés (U.R.S.S., MARX, LES PAYS DU TIERS MONDE). Je les ai aidé en leur fournissant des documents.

3) Agitation :

— Avec des copains, nous avons essayé d'organiser une grève contre la répression à l'intérieur du lycée.

TACTIQUE AVEC LES PROFS (s'ils ne sont pas fascistes)

— Tout d'abord, il faut pouvoir faire les exposés. Il faut faire dire au prof qu'on est entièrement libre de faire tout exposé en rapport avec les cours. Ensuite on va demander d'en faire un (toujours devant les élèves). Le « prof libéral » est contraint d'accepter.

— Lors de la discussion, il faut que notre point de vue triomphe. Pour ça, on examine à fond plusieurs points très précis d'une question. Bien sûr, il faut des arguments irréfutables (lois, enquêtes, livres...). On essaie de poser les questions de façon à ce que le prof se prononce.

CONCLUSION

La propagande au lycée est possible, mais il faut prendre des mesures élémentaires de sécurité. Lorsque je suis arrivé au lycée cette année en classe de seconde, j'étais complètement isolé. La propagande et surtout l'action m'ont permis de repérer les éléments avancés. L'année prochaine s'annonce mieux du fait de l'expérience et des contacts qui ont été établis.

Salutations communistes.

Un lycéen de Vendée.

P.T.T. :

Imprimés sans adresse mais pas sans profits

Avec l'augmentation du rendement, la détérioration des conditions de travail, la stabilité, le blocage des salaires, l'administration des PTT a introduit des imprimés sans adresse. C'est avec ces imprimés sans adresse (ISA) que certains facteurs vont essayer d'obtenir quelques billets, distribuant le maximum au prix d'efforts mal récompensés.

Le fond du problème, le voici. La Poste octroie des tarifs préférentiels aux monopoles : Une société déposant plusieurs milliers d'ISA paiera 14 centimes l'exemplaire au lieu de 30.

Sur ces 14 centimes, 4 iront au receveur (chef du bureau), immunité normale : ben voyons. 4 autres centimes à messieurs les chefs qui soi-disant surveilleront la bonne marche des opérations. Inutile de vous dire que tous ces cadres feront le maximum pour convaincre, voire obliger certains facteurs à distribuer cette publicité capitaliste. Leurs centimes multipliés rempliront aisément leurs poches sans qu'ils n'aient rien à faire et sur notre dos. Le facteur besogneux n'aura en tout et pour tout que 4 centimes !

Alors camarades facteurs, refusez cette besogne supplémentaire destinée à freiner nos revendications. Tous unis contre l'administration de l'Etat capitaliste, nous vaincrons.

A bas la hiérarchie capitaliste !

Augmentation immédiate de 200 F mensuels pour tous !

A travail égal, salaire égal !

Un facteur marxiste-léniniste.

LU DANS " LA MARSEILLAISE "

(journal révisionniste du Languedoc)

Dans le département du Gard, sévit une Société d'Economie Mixte (la S.E.M.A.G.), dont le président est l'ancien colonial « socialiste » M. Béchard. Cette Société constitue une très bonne occasion de réaliser d'importants bénéfices pour toute sorte de promoteurs, spéculateurs, etc. Aussi, « La Marseillaise » du 18 janvier 1972, sous le titre : **« Les propos du crocodile »**, regrette-t-elle que seuls les conseillers généraux « communistes » aient voté contre le rapport d'activité de la S.E.M.A.G. Nous le regrettons aussi. **Mais**, ce dont le « crocodile » de « La Marseillaise » ne se vante pas, c'est que le Conseil général du Gard avait voté à **l'unanimité** de coquettes subventions à la S.E.M.A.G... Il se trouve que cette affaire, ayant fait quelque bruit dans le Languedoc, a contraint « La Marseillaise » à en parler de manière... fort embarrassée !

Mais continuons. Tous les ans, « La Marseillaise » publie des suppléments économiques régionaux (dans le Languedoc, un pour le Gard et un pour l'Hérault). En 1971, la présentation de ces suppléments indiquait en première page : **« Nous avons interrogé... un certain nombre de personnalités... »**, et plus loin : **« Les convergences frappantes de ces textes montrent les possibilités accrues d'actions communes... »**

Mais qui sont donc ces « personnalités » avec lesquelles il serait possible d'avoir des actions communes. On trouve d'abord les présidents des Chambres de Commerce, le président des promoteurs du Languedoc-Roussillon, le président de l'Association (gouvernementale) du Grand Delta, le président de l'A.P.R.I.L.R., le président de la Mission interministérielle pour l'Aménagement touristique du Languedoc-Roussillon, M. F. Delmas, le maire ultra réactionnaire de Montpellier, et M. P. Lamour, le président de la Compagnie du Bas-Rhône, l'homme des monopoles par excellence, des banquiers, etc.

Bien entendu, connaître les points de vue de ses ennemis de classe et de ses alliés éventuels est utile. Mais, il n'y a pas le moindre commentaire sur les textes de ces « personnalités » dont la « convergence », etc.

Ces numéros économiques ont dû susciter pas mal de remous, puisque «La Marseillaise» du 19 décembre 1971 était contrainte de publier deux lettres de protestation.

Dans la première de ces lettres, le lecteur reprend les remarques qui précèdent et les développe.

Dans la deuxième, un ancien employé de Cauvet Industrie, conteste « les assertions de M. Cauvet » publiées dans « La Marseillaise », **« Je n'ai perçu nulle part la moindre réserve quant à l'équipe Cauvet, direction, cadres et ouvriers. »** Et il poursuit, montrant la réalité de cette entreprise.

De la première de ces lettres, « La Marseillaise », après avoir longuement rappelé la politique du P.C.F., dit **« qu'elle donne à réfléchir »**, mais elle ne répond pas aux critiques du lecteur. Et pour cause !

A la seconde, elle répond qu'il ne s'agit **« que de l'opinion de M. Cauvet lui-même »** et que « La Marseillaise » conserve sa liberté de jugement : ce journal la conserve même tellement bien qu'il ne l'écrit pas ! Mais, page 12 du même numéro, on trouve presqu'une demi-page de publicité à la gloire de Cauvet qui commence par : **« Dans le cadre des échanges commerciaux entre l'U.R.S.S. et la France, le groupe Cauvet... »**

Du coup, on a compris.

ALBANIE AUJOURD'HUI

REVUE POLITIQUE ET D'INFORMATION

ABONNEMENT : 1 an, 20 F **L'exemplaire : 3,30 F**

Ecrire à : Drejtoria Qëndrore e Përhapjes librit,
Rruga Konferenca e Pezës, TIRANA (ALBANIE)
ou par notre intermédiaire

LAOS : Une guerre aérienne sans précédent

Le vaillant peuple lao s'entraîne dans les zones libérées.

Depuis huit ans, les agresseurs américains mènent au Laos une guerre aérienne de génocide. Ils y déversent des milliers de tonnes de bombes, y expérimentent des tactiques de mort dites « nouvelles ». Et tout cela en vain ; ils ont perdu déjà près de 2 500 avions et n'ont pas pu empêcher les défaites des forces fantoches — forces spéciales Vang Pao, troupes thaïlandaises et troupes saigonnaises —. La « guerre spéciale intensifiée » ou « laoisation » a fait faillite.

Pourtant les agresseurs ont mis le prix ! Comme en témoigne un rapport du Comité central du Front patriotique lao. Nous en publions ci-dessous quelques extraits :

« Au cours des huit années passées les bombardements US sont devenus une partie intégrante de la « guerre spéciale » US au Laos. Ce ne sont pas simplement des attaques aériennes d'appui dans une guerre conventionnelle, c'est une véritable guerre aérienne d'envergure sans précédent dans l'histoire, surtout pour un pays peu peuplé comme le Laos... »

« ... Le tonnage des bombes américaines larguées sur la zone libérée au Laos au cours des trois premières années de l'administration Nixon s'est élevé à près de 3 millions de tonnes, soit l'équivalent de 150 bombes atomiques du type d'Hiroshima (1945). Ainsi chaque kilomètre carré de la zone libérée a reçu près de 8 tonnes de bombes de Nixon, et chaque habitant près d'une tonne... »

« La guerre aérienne US au Laos comporte des activités tactiques comme les vols d'appui au combat, les vols de reconnaissance, les attaques de destruction contre l'arrière, les communications et les transports des forces patriotiques, les activités de harcèlement, les parachutages de commandos sur les zones libérées... »

« Pour obtenir le maximum d'efficacité meurtrière et destructrice, les avions américains ont utilisé en combinaison toutes sortes d'armes de structures et d'effets très différents :

— des bombes explosives et meurtrières munies de caméras de télévision ou guidage au laser, et super-bombes de 15 000 livres ;

— armes anti-personnel : bombes à billes ;

— napalm, bombes à phosphore, défoliants qui tuent la végétation, intoxiquent le bétail et les hommes ;

— bombes-mines et équipements électroniques de détection... »

GRANDE-BRETAGNE : Il faut balayer les "Jones"

Une nouvelle fois, la classe ouvrière anglaise est entrée en lutte au cours de l'été, avec la grève unanime et déterminée des dockers qui a paralysé les ports britanniques pendant trois semaines.

Une nouvelle fois, les ouvriers anglais ont mis en accusation le système capitaliste qui les écrase et entend réaliser sur leur dos toujours plus de profits. En cinq ans, en effet, avec l'introduction à grande échelle des conteneurs, les effectifs des dockers sont passés de 60 000 à 44 000 dans un pays où le chômage augmente à un rythme sans précédent : 34 000 chômeurs de plus en Grande-Bretagne au cours du seul mois de juillet !

La grève unitaire a rencontré une large approbation et un soutien efficace de la part de l'ensemble des travailleurs du pays qui souffrent des mêmes maux. Conducteurs et livreurs se sont déclarés solidaires en refusant de forcer les piquets de grève ; et la solidarité a débordé le cadre des frontières : dockers danois, finnois, belges, français ont refusé de décharger les navires britanniques venus se réfugier dans leurs ports.

Cette lutte a été aussi l'occasion d'un nouvel assaut contre la loi scélérate « Carr », sur « les relations industrielles », dont la classe ouvrière anglaise unanime exige l'abrogation immédiate.

C'est en son nom que la Fédération des Transports a été condamnée à 55 000 livres d'amende pour « pratiques syndicales déloyales » et que 5 membres de piquets de grève ont été jetés en prison. Mais une fois encore, cette loi scélérate a été tenue en échec : malgré les prétextes juridiques invoqués pour libérer hâtivement les grévistes emprisonnés, il est clair que c'est l'unité et la combativité de la classe ouvrière, prête à la grève générale, qui ont fait ouvrir les portes de leur prison.

C'était là une première victoire.

Le 16 août, la grève des dockers est toujours unanime et décidée. Le gouvernement conservateur commence à avoir très peur de subir une nouvelle défaite semblable à celle que lui ont infligée les mineurs au printemps dernier. C'est alors que Jack Jones, secrétaire du syndicat, demande aux dockers de reprendre sur la base de :

— Doublement de l'indemnité de départ volontaire ;

— Amélioration légère des retraites.

Alors que le problème de l'emploi, à l'origine de la grève, continue à se poser en termes toujours aussi aigus.

Il fait des pieds et des mains en faveur de la reprise après avoir obtenu une faible majorité au congrès des T.U.C., formé pour une bonne part de délégués permanents qui n'ont pas été contrôlés par la base depuis belle lurette ! Rien d'étonnant alors à ce que les principaux ports (Liverpool, Manchester), refusent avec colère pendant plus d'une semaine la reprise.

Des incidents significatifs ont d'ailleurs eu lieu :

Alors que Jones tenait une conférence de presse devant les journalistes, une cinquantaine de dockers ont fait irruption dans la pièce et expulsé les journalistes après qu'un ouvrier ait déclaré :

« J'ai travaillé pour toi pendant quarante ans et c'est tout ce que tu me donnes en échange ? Je suis un membre de ton syndicat et tu parles à la presse sans m'expliquer à moi pourquoi tu m'as trahi ! »

Et n'y a-t-il des « Jones » qu'en Angleterre ?

Voici un extrait du journal du P.«C.»F. pour le Centre-Ouest, «L'Echo du Centre» (18 août 1972, page 9), que nous communique un de nos correspondants :

« Les 6 000 dockers de Liverpool, l'un des principaux ports du Royaume Uni, ont voté jeudi à l'unanimité la poursuite de la grève, malgré la décision prise mercredi par le congrès de leurs délégués nationaux.

» Les ouvriers des ports ont ainsi suivi les consignes données mercredi après-midi par le congrès national non officiel des dockers qui a recommandé aux militants de ne pas reprendre le travail. **On craignait** dès mercredi que l'avis de ce comité des représentants de la base ne soit suivi dans les principaux ports »...

Comment peut-on se dire le parti de la classe ouvrière, celui qui dirige la lutte des prolétaires contre la bourgeoisie, et écrire des choses pareilles ? Mais il ne sert à rien de camoufler dans le bas d'une page intérieure, à la fois le courage exemplaire d'un prolétariat frère et la peur qu'inspire la puissante résolution des masses. Il faut balayer les « Jones » !

CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS D'ORIGINE MALGACHE à Toulouse :

SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE MALGACHE

(MESSAGE DES MARXISTES-LENINISTES DE « L'HUMANITE ROUGE » DE TOULOUSE)

Toulouse, le 13 août 1972.

« Chers camarades,

« C'est avec plaisir que nous avons reçu votre invitation à participer à la deuxième session de votre quatorzième congrès et nous en sommes très honorés.

En effet, l'impérialisme français continue ses méfaits criminels en Afrique sous la forme du néo-colonialisme, notamment dans votre pays, mais aussi dans les Antilles en perpétuant un colonialisme vieux de plusieurs siècles.

En Afrique, et en particulier dans votre pays, la bourgeoisie française a appliqué une tactique rusée et cynique mise au point par le faux décolonisateur de Gaulle. En fait, elle a octroyé une prétendue indépendance nationale à « ses » anciennes colonies, en ayant soin de leur imposer des chefs d'Etat à sa dévotion. Ce qui fut le cas pour Madagascar en 1960 avec la marionnette de l'impérialisme français, Tsiranana, et ce qui est toujours vrai aujourd'hui avec le général Ramanantsoa, ancien de Saint-Cyr, ancien d'Indochine et d'Algérie. Ces fantoches sont en effet presque tous issus du corps des officiers ou sous-officiers de l'armée française capitaliste, et plus spécialement des troupes dites coloniales, ou bien ont été dans les écoles catholiques dont les enseignants firent toujours partie de l'appareil colonisateur, ou bien encore sont issus des castes féodales ou tribales anti-populaires.

Mais à Madagascar, la faillite du système néo-colonial est telle que le peuple se révolte de plus en plus.

Déjà en 1971, sous la direction du parti anti-impérialiste Monima et de son président Monja Jaona, les masses paysannes et ouvrières se sont soulevées.

Cette année, votre peuple s'est levé encore plus résolument pour l'abrogation des soi-disants «accords de coopération» et pour la liberté, en un mot pour une véritable indépendance nationale.

Mais il s'est heurté à une répression féroce dirigée par les impérialistes français qui ont utilisé largement leurs deux bases militaires d'agression de Diégo Suarez et Ivato et envoyé leur spécialiste fasciste, le général Bigeard.

Mais le peuple malgache a montré qu'il était en marche pour balayer les fantoches de l'impérialisme et réaliser sa révolution nationale anti-impérialiste par la seule voie possible, la guerre populaire révolutionnaire pour l'indépendance nationale et la liberté.

Chers camarades, nous soutenons fermement la lutte que mène votre peuple pour son indépendance nationale et nous nous engageons à lutter plus intensément que nous l'avons fait jusqu'à maintenant, contre les formes modernes du colonialisme dont use avec habileté l'impérialisme français dans votre pays.

Nous vous souhaitons que votre quatorzième congrès soit un succès aux côtés de votre peuple.

VIVE LE FRONT UNI ANTI-IMPERIALISTE DES PEUPLES DU MONDE !

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE MALGACHE POUR SON INDEPENDANCE !

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS, NOTRE ENNEMI COMMUN ! »

Les communistes
marxistes-léninistes
de l'H.-R. de Toulouse.

Un pas vers la Corée réunifiée

Le 4 juillet dernier, la Corée du Nord et la Corée du Sud ont fait une déclaration commune qui vise à poser les bases de la réunification du pays.

Trois principes sont retenus :

1° « La réunification doit être obtenue dans l'indépendance en l'absence des forces extérieures et de leur intervention ;

2° La réunification doit se faire pacifiquement, sans recourir aux armes ;

3° L'unité nationale doit être promue en tant que nation, surmontant les différences d'idéologie, de système et d'idéal. »

L'accord a été fait sur certains points — coopération pour l'accord des Croix-Rouges, liaison téléphonique, comité de coordination Nord - Sud:

Un pas a été fait vers la réunification pacifique et indépendante de la Corée.

UNE SITUATION CREEE PAR L'IMPERIALISME

Le Nord et le Sud de la Corée forment une même nation. Le peuple coréen est UN. Il y a pourtant 27 ans que les compatriotes du Nord et du Sud sont séparés.

1945 : Le peuple coréen vient d'acquérir sa liberté après des années de lutte contre l'impérialisme japonais. Mais aussitôt, de nouvelles épreuves : les impérialistes américains débarquent leurs troupes dans le Sud, y installent un gouvernement à leur discrétion, font appel à l'ONU pour justifier leur occupation (octobre 47). Leur objectif est clair : faire de la Corée une colonie et une base militaire pour leur agression en Asie. Et cela malgré l'opposition manifeste du peuple coréen au Sud : grève générale en septembre 46 et résistance populaire en octobre 1946.

25 juin 1950 : Les impérialistes yankees envahissent la moitié Nord du pays. Par surprise. Et c'est le cortège de tous les crimes et de toutes les exactions made in USA... Un millier d'avions, quelque 300 bateaux de guerre, armes bactériologiques, plus de 50 000 hommes... : en septembre 1950 les agresseurs US débarquent massivement sur le sol coréen. 1951-1952-1953, les agresseurs US lancent « offensive » sur « offensive ». Mais en vain, ils n'occupent pas le sol coréen dans sa totalité ; et connaissent le premier échec cinglant face à un petit peuple résolu à lutter pour sa liberté.

Plus d'un million d'hommes hors de combat — dont 397 000 américains —, 12 200 avions détruits, l'obligation d'apposer sa signature au bas d'un accord d'armistice ; voilà le bilan de l'agression US en Corée ! Le peuple coréen a sauvegardé la République Populaire Démocratique de Corée, au Nord du pays.

Mais l'impérialisme américain ne désarme pas et poursuit ses manœuvres ; le territoire coréen reste divisé — de part et d'autre du 38° parallèle. Et la Corée du Sud est encore aujourd'hui une base militaire US ; ses troupes y stationnent sous l'enseigne de « l'armée des Nations unies » ; une « commission de l'ONU pour l'unification et le relèvement de la Corée » camoufle à peine les activités US.

Le peuple coréen va de l'avant.

Telle est la situation faite au peuple coréen par les menées agressives du premier flic international. Elle ne saurait durer.

L'EXIGENCE DE TOUT UN PEUPLE

Car le peuple coréen, au Nord comme au Sud, aspire à l'unification du pays. Et il œuvre en ce sens.

Depuis le lendemain de l'armistice, le peuple et le gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée, sous la direction du président Kim Il Sung, ont travaillé dans ce sens. D'une part, ils ont renforcé leur Etat socialiste suivant les principes :

« *La souveraineté dans la politique, l'indépendance dans l'économie et l'autodéfense dans la défense nationale* ».

Et la RPDC est devenue un ferme bastion anti-impérialiste.

D'autre part, ils ont énoncé à plusieurs reprises des propositions de réunification pacifique et indépendante de la patrie. Après l'armistice, le camarade Kim Il Sung a proposé :

« *Notre patrie devra être unifiée par voie pacifique et selon la volonté démocratique du peuple coréen lui-même sans aucune ingérence étrangère* ».

Le peuple coréen du Sud a puissamment manifesté son désir de libération et le 19 avril 1960, il a chassé le gouvernement fantoche Syngman Rhee. Aussitôt, des défenseurs de « l'ordre occidental »... se sont empressés d'installer un gouvernement fasciste militaire en Corée du Sud !

Les luttes du peuple coréen — au Nord comme au Sud — n'ont pas été vaines. N'ont pas été vaines non plus les luttes de tous les peuples du monde contre l'impérialisme US. Car aujourd'hui, certains de ses laquais sont obligés de changer de ton. Témoins ceux de la Corée du Sud, qui ont été contraints de faire bonne figure aux propositions du président Kim Il Sung d'avril 1971, et de janvier et mai 1972.

Que l'impérialisme américain retire ses forces stationnées en Corée du Sud, qu'il cesse ses menées pour y introduire les forces militaristes japonaises. Les Coréens sauront bien s'entendre pour unifier leur patrie. C'est une affaire qui les regarde. Eux seuls !

UN PEUPLE INDOMPTABLE

Aujourd'hui encore, l'impérialisme américain ne l'entend pas de cette oreille. Au lendemain de la Déclaration conjointe du 4 juillet, un porte-parole du Département d'Etat a proclamé bien fort :

« *que les Etats-Unis continueraient leur programme de modernisation des forces armées sud-coréennes* » ;

« *qu'il n'y avait pas de plan de réduction de troupes américaines en Corée du Sud* ».

Voilà qui est clair ! Mais cela n'est pas pour effrayer le peuple de Corée qui en a vu bien d'autres.

Il a vaillamment lutté contre l'impérialisme japonais pendant des dizaines d'années et l'a bouté hors de son sol ! Combattant au coude à coude avec les volontaires du peuple chinois, il a infligé une gifle cinglante aux agresseurs américains qui prétendaient l'abattre et a édifié un pays socialiste.

Le camarade Kim Il Sung, dirigeant du peuple coréen, l'a dit en 1948 :

« *Grâce à la fondation de la République Populaire Démocratique de Corée, le peuple coréen s'est affranchi à jamais de son sort amer de nation ruinée et s'est affirmé dans l'arène d'une histoire nouvelle sous le drapeau d'un digne Etat indépendant...* »

Aujourd'hui, le peuple coréen indomptable, sous la direction du Parti du Travail et de son dirigeant, le camarade Kim Il Sung, saura faire face aux manœuvres impérialistes et saura réaliser l'unification de son beau pays.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

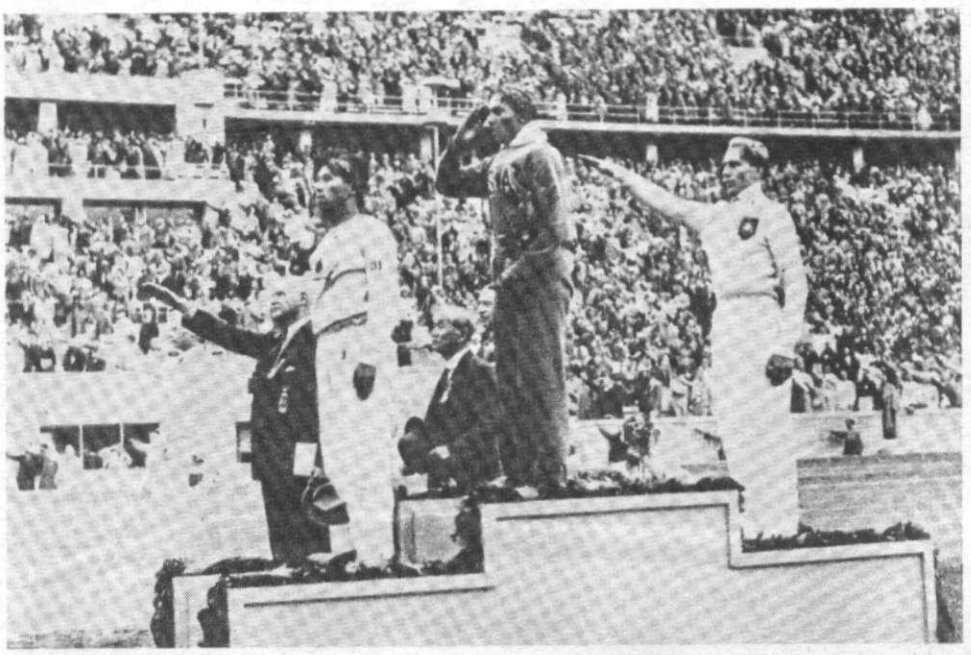
DES JEUX OLYMPIQUES A L'IMAGE DU MONDE

Les 17e Jeux olympiques ont pris fin. Cette année, pour la première fois de leur histoire, ils ont pris leur nouveau caractère. Jusqu'à cette année, la tenue des Jeux s'accompagnait d'une multitude de déclarations plates et vides sur la « trêve olympique », sur des jeux sportifs prétendus au-dessus des luttes du monde, indifférents aux contradictions de classe, aux contradictions entre oppresseurs et opprimés, imperméables à la politique. En fait, cela n'a jamais été que bavardage. Un exemple : en 1936 à Munich même, combien de pays encore sous tutelle colonialiste ou impérialiste étaient absents ? Le plus grand nombre. Quant aux juifs dont Hitler avait obtenu l'exclusion, M. Avery Brundage, le directeur du Comité international olympique, resta indifférent à leur éviction. Mais voici qu'aujourd'hui le même Avery Brundage s'est indigné : ne voilà-t-il pas que la politique a été mêlée au sport ! Les pays africains ont refusé de participer aux Jeux si la Rhodésie, Etat raciste et fasciste condamné par l'O.N.U., n'était pas chassée : ils ont obtenu gain de cause. Cela a reflété l'importance nouvelle des petits pays et leur grande force lorsqu'ils s'unissent contre la volonté d'une poignée d'Etats impérialistes. De même, le C.I.O. n'était pas en mesure de retirer sa médaille au champion de tir nord-coréen qui a magnifiquement exprimé le secret de ses succès : son idéologie révolutionnaire. « Lorsque je tire, a-t-il dit, j'imagine avoir mes ennemis en face de moi. » Enfin, les mesures d'exclusion à l'encontre des deux athlètes afro-américains prises à la veille de la clôture, parce qu'ils s'étaient moqués de l'hymne et du drapeau de l'Etat impérialiste américain, seront impuissantes à endiguer le mouvement de protestation des athlètes afro-américains : ces athlètes qui sont souvent les meilleurs fleurons du sport américain ont raison de clamer bien haut qu'eux et leurs frères sont opprimés par les Blancs racistes qui dirigent les Etats-Unis.

Aux 17e Jeux olympiques, la Chine Populaire était absente. A sa place : Taïwan, une de ses provinces illégalement occupées par l'impérialisme U.S. Chacun s'accorde à penser que, suivant l'exemple de l'O.N.U., le C.I.O. excluera Taïwan et rendra sa place à la République Populaire de Chine.

Aujourd'hui, la presse occidentale est triste. Les Jeux ont été confus et noyés par la politique, écrivent-ils.

Les peuples, eux, se réjouissent ; les Jeux olympiques sont pleins d'avenir, ils seront meilleurs dans quatre ans. A Montréal, ils reflèteront encore plus le nouvel état du monde, et la présence croissante des peuples libres sur la scène de l'Histoire.



1936 : Sur le podium, le champion afro-américain Jess Owens salue le drapeau américain tandis que l'allemand Lang lève le bras à la fasciste.

1972 : En levant le poing et en refusant leurs médailles d'or, les athlètes afro-américains ont manifesté une nouvelle fois leur refus de servir au prestige de l'Etat raciste et impérialiste des U.S.A.

Autour des Jeux Olympiques
Ce que la presse bourgeoise n'a pas dit...

Les 2 et 3 septembre, à l'appel du Parti Communiste marxiste-léniniste d'Allemagne (K.P.D./M.L.), de son organisation de jeunesse, la Rote Garde et d'autres organisations révolutionnaires, plus de 3.000 ouvriers et étudiants se sont rassemblés à Munich sous les mots d'ordre :

— A bas les Jeux Olympiques de 1972, « Jeux » de la police et de l'armée !

— A bas l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique !

— A bas le revanchisme ouest-allemand !

— A bas l'impérialisme ouest-allemand !

— Plus jamais le fascisme ! Plus jamais la guerre !

— Vive la dictature du prolétariat !

— Guerre à la guerre impérialiste !

— Pour une Allemagne unifiée, indépendante et socialiste !

Dans un appel à la classe ouvrière et à la jeunesse, le Comité Central du K.P.D./M.L. avait dévoilé la vraie nature de ces « jeux olympiques » de Munich qui ont lieu sous la bienveillante protection de 25.000 soldats de l'Armée fédérale allemande, de 12.000 policiers dont 1.200 d'« élite » recrutés sur l'ensemble du territoire fédéral. Jusqu'au 31 décembre, les manifestations sont interdites à Munich et à Kiel ! Pourquoi la classe dominante a-t-elle recours à ces mesures d'exception (car il s'agit bien de mesures d'exception !) ? L'Allemagne fédérale de 1972 est-elle devenue une Allemagne pacifique ? Les « jeux » de Munich peuvent-ils effacer le souvenir de ceux du Berlin nazi de 1936 ? NON ! Car les Krupp, les Thyssen, les Abs et autres grands seigneurs de l'industrie et des finances n'ont pas abandonné leurs vieux plans de domination : l'impérialisme ouest-allemand est toujours aussi florissant. ROTER MORGEN, organe central du K.P.D./M.L. écrit : « Chars et grenades sont produits à la chaîne. Le gouvernement a adopté le plus important budget militaire depuis Hitler. Il y a à peine deux mois ont été votées de nouvelles lois qui prévoient une augmentation de 20 % du nombre des recrues à l'armée... Voilà ce que cachent les « jeux sereins » ! »

A Munich, le 2 septembre, manifestation organisée par le Parti communiste d'Allemagne marxiste-léniniste (KPD/ML).

PETITE BIBLIOTHÈQUE N° 2
DU MILITANT MARXISTE-LENINISTE

MAO TSE-TOUNG :
« Œuvres choisies », Tome II, 512 pages.
« Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? »
« La lutte dans les monts Tsingkank ».
« L'élimination des conceptions erronées dans le Parti ».
« Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine ».

LENINE :
« Sur le Parti révolutionnaire du prolétariat de type nouveau ».
« Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique » (juillet 1905) ou (après épuisement) : « Des principes du léninisme », de Staline.

ENVER HOXHA :
« Rapport d'activité du Comité central du Parti du Travail d'Albanie », présenté au 5e Congrès du P.T.A. (1967).
« C'est dans l'unité complète Parti-peuple-pouvoir que réside notre force » (1970).
« Vingt-cinq années de luttes et de victoires sur la voie du socialisme » (1970).

EDITIONS NAIM-FRASHERI (Tirana) :
« Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme », Tome II, 1964.

HO CHI MINH :
« Contre l'agression U.S. pour le salut national » (1967).

Général VO NGUYEN GIAP :
« La guerre de libération nationale au Vietnam » (1971).

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES DE HANOI :
« Les peuples indochinois vaincront » (1970).

Cinq brochures éditées par les Editions Naïm-Frashéri - Tirana présentant chacune un important article du journal « Zeri i Populirt ».

PRIX : 12 FRANCS (frais d'envoi compris)

GOLDA MEIR LEVE LE MASQUE

Finis les pleurs, les appels à la conscience mondiale indignée ! Finies les paroles mensongères de paix et les démarches diplomatiques. Golda Meir vient d'énoncer un ultimatum sans répliques :

« *Les Arabes doivent savoir que la paix sera réalisée lorsqu'ils seront prêts à abandonner des territoires* ».

Aujourd'hui Golda Meir parle avec sincérité ! Et, elle et ses comparses passent aux actes.

Deraa, El Hame, Hama, Achayer, Nahr El Bared... des villages de Syrie et du Liban. Qui les connaît ? Et qui suit les souffrances des familles blessées dans leur chair par les bombes sionistes ? Personne, de ceux qui font commerce du sang et des souffrances des autres, n'a eu un mot pour elles. « Notre » radio, si bavarde de Munich est restée muette. Mais que valent 200 et quelques morts arabes à ses yeux ? Rien. Golda Meir est de cet avis. Elle le dit et montre aujourd'hui le vrai visage du sionisme : agresseur et colonisateur.

UN VISAGE D'AGRESSEUR

« *L'objectif principal d'Israël est la lutte contre le terrorisme qui frappe les civils. La question de la paix est passée au second plan.* »

(Abba Eban.)

Voilà le nouveau refrain sioniste. « *Nous sommes à bout ; nous, malheureuses victimes ! Nous allons nous venger ! C'est un cas de légitime défense !* » Tel est le raisonnement qu'on veut nous faire gober ! Israël serait, *aujourd'hui,* contraint à la violence, appelée justes représailles ! Mais, comment désigner les violentes attaques contre les villages du Sud-Liban, en juin dernier ? Et que dire des raids sionistes des années 47 et 48 ? comment qualifier le massacre de Deir Yassin, le 9 avril 1948 : 250 femmes, enfants, vieillards massacrés dans la nuit et jetés dans un puits ! Golda Meir et les dirigeants sionistes d'alors mettaient-ils la paix au premier plan ?

Deir Yassin en avril 1948 ; Hasbaya le 21 juin 1972 ; Deraa, Nahr El Bared aujourd'hui. C'est la même chose. C'est la même main qui s'acharne contre les peuples arabes pour tenter de les soumettre. Israël n'a pas frappé aujourd'hui sous le coup d'une colère « bien compréhensible », comme veut le faire croire Golda Meir. Israël s'est bâti par la violence sciemment entretenue contre les peuples arabes ; expulsions, vols de terres, assassinats, raids d'intimidation, guerres, tels sont les épisodes de la naissance et de la vie d'Israël. L'état d'Israël est par nature agressif.

Aujourd'hui, il désigne ses forfaits sous le nom de « nouvelle stratégie », de « destruction des nids terroristes ». Comment peut-on croire cela ? A Deraa, à El Hame, à Hama, l'aviation sioniste mitraille les peuples arabes de Palestine, du Liban et de Syrie. Voilà 25 ans qu'Israël agit ainsi. Jamais la paix n'a été une préoccupation de ses dirigeants.

UN VISAGE DE COLONISATEUR

Aujourd'hui, Golda Meir l'avoue sans vergogne :

« *Nous n'en reviendrons pas aux vieilles frontières de* 1967 *avec de petits changements. Il doit y avoir de gros changements* ».

Et de poursuivre, en fixant ses conditions pour réorganiser le Moyen-Orient sous tutelle sioniste. Il y a quelque temps encore, elle faisait semblant d'accepter une négociation pour le retour aux frontières de 1967 — avant la guerre des 6 jours — moyennant des assurances de paix. Maintenant, elle a dévoilé ses batteries.

D'abord, consolider un état à « vocation sioniste » au Moyen-Orient.

« *Israël ne veut qu'un minimum d'Arabes dans le territoire jordanien qu'il souhaite conserver* ».

Voilà qui est clair ; Israël garde la terre et chasse les Arabes qui y sont nés ! C'est une politique qui lui est familière ! Déjà de nombreuses colonies militaires se sont installées dans les territoires occupés en 1967; les paysans arabes sont déplacés aux quatre coins de la Palestine ; A Gaza, les bulldozers et l'armée font le travail : on ratisse les maisons et on embarque la population !

Deuxième volet de la même politique : se ménager le soutien du gouvernement réactionnaire jordanien qui recevra le trop-plein d'Arabes indésirables dans l'état sioniste :

« *Dans le cadre de la paix, nous nous montrerons très généreux envers le roi Hussein* ».

(Golda Meir.)

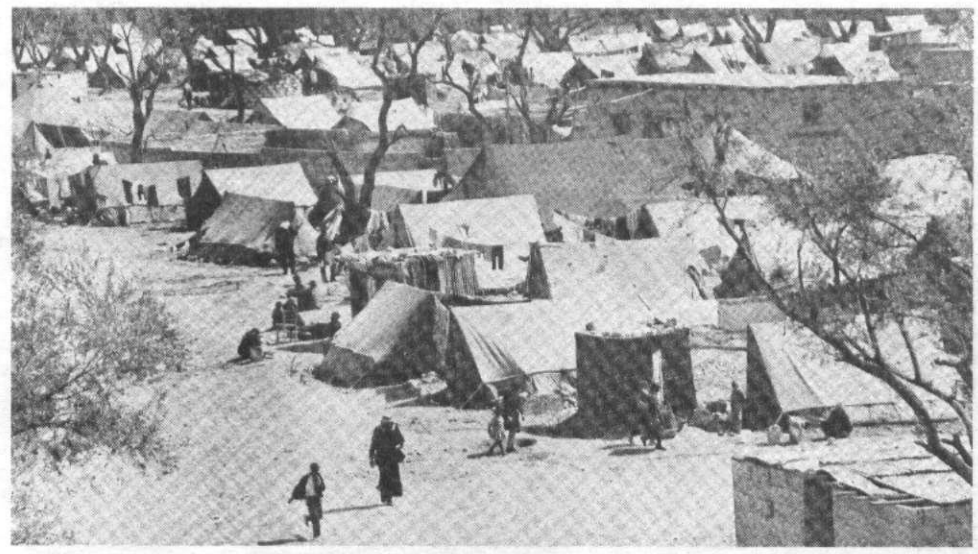
« *Il existe actuellement de bonnes perspectives pour que la coexistence continue entre Israël et la Cisjordanie sur la base d'une séparation économique et juridique parfaitement claire* ».

(Abba Eban.)

Là encore les choses avancent ; Israël va édifier un port à Gaza — pour l'usage du gouvernement jordanien. Déjà une route — Gaza-Alkhalil est en construction...

Israël renforcé, la Cisjordanie à sa discrétien et le peuple palestinien à genoux, voilà le rêve de Golda Meir. Aujourd'hui, elle parle fort et net ; qu'elle prenne garde pourtant. Le peuple palestinien et les peuples arabes n'ont pas dit leur dernier mot. Et les dernières attaques des combattants palestiniens, menées fin août, contre les colonies semi-militaires du Golan, nous donnent à penser que son « rêve colonisateur » est loin d'être réalisé.

Camille GRANOT.



Les camps de réfugiés et la prison : la loi du sionisme.

EN PALESTINE OCCUPÉE, LA LUTTE ARMÉE CONTINUE

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1972